

Face aux violences faites aux femmes, on résiste !

Les violences faites aux femmes prennent différentes formes : violences physiques et sexuelles, dépendance économique ou encore inégalités institutionnelles. Elles ne sont pas déconnectées de la société dans laquelle nous vivons. Les femmes qui dépendent financièrement de leur partenaire, occupent des emplois précaires ou assument une grande partie des tâches de soin disposent souvent de moins de possibilités de faire leurs propres choix et de sortir de situations de violence.

Les chiffres montrent à quel point ces inégalités sont profondément ancrées. Depuis sa création, Stop Féminicide a recensé plus de 260 féminicides en Belgique. Pourtant, à la suite des mesures d'austérité, la plateforme a perdu ses subsides et a dû interrompre son travail de recensement. Ce ne sont pas seulement les chiffres qui disparaissent : les femmes qui se cachent derrière ces chiffres risquent, elles aussi, de redevenir invisibles.

Dans le même temps, les inégalités économiques augmentent la vulnérabilité face à ces violences. Les femmes gagnent en moyenne 19 % de moins que les hommes, ce qui se traduit, à la fin de leur carrière, par un écart de pension moyen de 518 euros par mois. Les réformes des pensions risquent encore d'accentuer cet écart et d'augmenter le risque de pauvreté chez les femmes isolées. La limitation des périodes assimilées, le malus pension et les économies réalisées dans les services publics alourdissent la charge et renforcent la précarité dans laquelle travaillent aujourd'hui de nombreuses femmes.

Ces inégalités ne sont pas le fruit du hasard. Le travail rémunéré et non rémunéré est inégalement réparti, les secteurs qui emploient majoritairement des femmes sont sous-valorisés et les responsabilités liées aux soins reposent encore largement sur les femmes. Les choix politiques, tout comme l'absence de mesures, contribuent à maintenir cette situation.

Pour mettre fin aux violences faites aux femmes, il faut aussi supprimer les formes de dépendance qui les rendent vulnérables. Cela passe par l'autonomie économique, un travail digne, des services publics forts et un partage équitable des responsabilités liées aux soins.

Nous revendiquons:

- La mise en place d'un Pacte Nouveau départ qui permet aux femmes victimes de violences de se relancer dans la vie avec des moyens suffisants ;
- Une pension qui ne pénalise pas les carrières des femmes : non au malus pension, maintien des périodes assimilées ;
- Le droit à un temps plein et la fin du temps partiel subi ;
- Des investissements collectifs dans les crèches et les soins;

Rejoignez-nous à la manifestation nationale contre les violences basées sur le genre le 29 novembre – 12h – Place de l'Albertine. La FGTB contre les politiques antisociales de l'Arizona, pour une société solidaire et inclusive.

Plus d'infos : www.fgtb.be

FGTB

É.R. : FGTB, Bert Engelaar, rue Haute 42, 1000 Bruxelles